

---

## Russie

---

Force est de constater que les programmes économiques mis en place par les gouvernements qui se sont succédés au Kremlin depuis 1991, n'ont traduit que l'incapacité à appliquer une véritable politique de restructuration et de reconstruction de l'économie russe. Les dix années de transition ont fortement déchiré le tissu social, entraînant une profonde détérioration de la structure socio-économique. En effet, seules vingt millions de personnes sont actuellement considérées comme pouvant s'adapter à la poursuite des réformes libérales. Sur un total de 145 millions d'habitants, cet embryon de classe moyenne ne peut constituer un socle suffisant pour assurer la stabilité économique et sociale du pays. La déliquescence des structures étatiques, le dépérissement des outils de production, la faiblesse pour ne pas dire l'inexistence de la protection sociale, la corruption ou les *potentats* locaux qui disputent chaque parcelle de pouvoir aux compétences de l'autorité centrale, menacent d'amplifier cet état d'impuissance gouvernementale à soigner les plaies encore béantes de soixante dix ans de communisme. C'est en ce sens qu'un document élaboré sous la direction du Président du Conseil d'Etat – l'ancien Conseil de la Fédération – a été officiellement remis au Président Vladimir Poutine en décembre 2000, qui constitue un programme alternatif de redressement économique fondé sur le contexte socio-économique après une décennie de Russie post-soviétique.

Discuté au sein du Conseil de Sécurité Nationale (CSN) avant d'être remis au Président de la Fédération, le texte de ce programme économique alternatif envisage deux stratégies couvrant la période 2001-2010, répondant à la nécessité de redéfinir la politique de reconstruction économique de la Russie. La première est essentiellement « paternaliste » et constitue un retour à un système dirigiste. Elle est révélatrice du sentiment d'abandon que ressent une très large partie des Russes. La seconde, de loin la plus intéressante puisqu'elle semble être favorisée par Vladimir Poutine, correspond à l'acception française du système d'économie mixte que les rédacteurs russes qualifient de stratégie de l'« Etat subsidiaire ». Le niveau d'intervention de celui-ci varie suivant les périodes et les résultats obtenus au fur et à mesure de la mise en place de cette stratégie. Il s'agit de privilégier les mesures liées à la reconstruction du Contrat social, ce qui nécessite une croissance forte et constante ainsi qu'un rôle accru pour l'Etat dans le domaine de la protection sociale et dans la détermination des orientations stratégiques des acteurs économiques y compris de nature privée. L'Etat subsidiaire doit ainsi participer à la politique industrielle et structurelle du pays, en favorisant par son intervention la mise en place des conditions idoines à maintenir une croissance forte comme à assurer une meilleure répartition des richesses au sein du corps social.

Les institutions et les mécanismes nécessaires pour engendrer de telles conditions doivent disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour s'adapter rapidement aux évolutions de l'environnement économique et aux résultats obtenus, de façon à accroître leurs capacités

opératoires. Mais si cette souplesse illustre un pragmatisme nouveau en Russie, elle s'oppose à une partie des libéraux comme aux prescriptions des institutions financières internationales.

Sans entrer davantage dans les développements et les grandes orientations de la stratégie de l'Etat subsidiaire, qui englobent la définition d'une politique de revenus, les besoins considérables d'investissements, notamment en matière d'infrastructures lourdes, une gestion plus efficace de la dette ou la reconstruction du secteur financier, il faut surtout souligner qu'ils traduisent le ralliement d'une partie des libéraux russes à un plus grand pragmatisme dans l'intervention de l'Etat.

Le libéralisme russe souffre encore du retard considérable des structures sociales et de l'inadaptation des outils économiques et financiers hérités du régime soviétique. Pourtant, les courants libéraux en Russie ne sont pas nés de l'effondrement de l'Union soviétique, mais leurs représentants, en exil pour les plus chanceux, confinés au silence ou plus simplement éliminés par , n'ont pas pu penser et encore moins expérimenter un libéralisme justement adapté à la dimension de la Russie.

Mais quelle est l'identité actuelle de la Russie, constitue-t-elle un Etat-nation au sens traditionnel, ou faut-il y voir une fédération de peuples unis par une histoire commune bien de composition ethnique extrêmement diversifiée ? La contribution de Timour Atnachev, qui poursuit un doctorat de sciences politiques à l'IEP de Paris, après avoir effectué la majeure partie de son parcours universitaire et intellectuel à Moscou, se penche sur l'identité russe pour mieux en apprécier la valeur et l'étendue, tandis que Natalia Routkévitch, qui conclut également sa thèse en sciences politiques dans le même institut parisien, présente les distensions de deux des principaux auteurs de la pensée libérale russe partis en exil après la révolution bolchevique. Sa contribution permet de mieux appréhender le fossé qui s'est creusé entre le libéralisme et les contraintes soviétiques qui ont profondément marqué le peuple russe. Mais elle démontre aussi qu'il s'agissait pour certains libéraux, dès cette époque, de considérer la légitimité des aspirations de la Révolution et l'intégrer dans les stratégies de reconquête du pouvoir.

Mais la stratégie de l'Etat subsidiaire paraît difficile à mettre en œuvre dans le court terme tant des résistances internes comme externes risquent de faire obstacle à son application concrète, notamment en matière budgétaire mais aussi politique. Les lignes directrices de cette stratégie pourraient cependant se révéler une intéressante source d'inspiration pour d'autres modèles de développement alternatifs, à travers une construction et une adaptation progressives des structures nécessaires au développement économique, tout au moins sur le plan théorique. Ce faisant, le libéralisme russe tend à reconsidérer ses orientations les plus radicales pour s'intéresser aux conditions du développement d'une économie de marché dans un environnement favorable à la stabilité et à la paix sociale.

Hubert Fabre